



Extract of Elus communistes et apparentés de Vénissieux

<http://gec.venissieux.org/Le-marche-de-la-misere-405>

Le marché de la misère

- Elus -

Publication date: vendredi 21 novembre 2014

Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits

réservés

Nacer Khamla, Conseiller municipal

Me promenant sur le marché des Minguettes, ma curiosité me conduisit sur le marché parallèle qui me semblait plus garni que les autres samedis. Ouah ! Quel monde ! Quelle misère ! Mais d'où viennent ces gens ? Quel est leur parcours ? Ils viennent d'Europe de l'Est, mais aussi du Maghreb, d'Afrique, de France.

De nombreuses questions me viennent à l'esprit : Que fait l'Etat et que font les autorités compétentes ? Où est le préfet, lui qui subventionne de moins en moins les associations d'aide aux plus pauvres d'entre nous ? Que fait la police ? Que fait notre ville ? A qui profite cette situation inadmissible ? Que peut faire un maire contre une situation qui s'aggrave jour après jour ? Sanctionner les acheteurs, les vendeurs ? Et que dire aux habitants qui ne supportent plus ces étalages ou aux commerçants qui voient deux fois par semaine, ce marché s'installer devant leurs vitrines et qu'à la fin, il reste des déchets qui ne sont pas enlevés tout de suite et coûtent cher à débayer ?

L'opposition de droite et le parti socialiste en profitent pour faire polémique, c'est pourtant eux qui veulent diminuer les aides sociales en direction des plus démunis, eux qui sont pour l'augmentation des loyers, la suppression des allocations et enrichissement des plus riches. Ils se font passer pour les sauveurs des pauvres et se servent de cet état de fait pour critiquer le maire qui s'occupe de ce problème avec humanité. Elle a rappelé, lors de la dernière visite de quartier, les opérations de la police municipale et de la police nationale qui ont eu lieu et les tonnes de marchandises confisquées. En lien avec l'association des forains de Vénissieux, elle a demandé à la préfecture un équipage de police nationale permanent. Car c'est au préfet de faire respecter la loi. En attendant, la police municipale et la police nationale mènent des opérations de contrôle mais c'est le jeu du chat et de la souris car les vendeurs reviennent aussitôt. Et de toute façon, verbaliser, nettoyer, expulser, on doit le faire, mais ça ne règle pas le problème de fond.

Si le marché parallèle s'installe sur le plateau et pas dans les beaux quartiers, c'est qu'il profite du marché des Minguettes (le plus grand marché de la région) qui attire des Vénissiens mais aussi des acheteurs qui viennent de loin. Toutes les villes qui ont des marchés importants, qu'elles soient de gauche ou de droite, sont confrontées à ce phénomène.

Ces vendeurs à la sauvette vivent d'une manière qui choque les habitants. Ils « chinent » des objets qu'ils revendent ensuite pour avoir les moyens de survivre, créant une gêne pour la sécurité et la propreté. Leurs clients n'ont pas les moyens d'acheter sur le marché légal, ils sont dans une précarité aussi grande que les vendeurs.

L'intolérance monte contre les pauvres, « les cas sociaux » alors qu'aujourd'hui, il suffit de peu pour tomber dans la misère. Une mère que son conjoint abandonne et se retrouve sans ressources, un travailleur dont le contrat n'est pas renouvelé et doit vivre sans emploi et sans indemnités, des retraités, dont les pensions ont été rognées...

La réflexion ne s'arrête pas au seul marché de la misère mais bien à la misère elle-même car la population s'appauvrit. Les inégalités se creusent au point que même le Secours catholique affirme dans son dernier rapport que « Face à une telle situation, il est aujourd'hui déterminant de garantir une meilleure répartition de la richesse tant au plan mondial qu'à l'échelle de notre pays. »

Ce n'est pas aux pauvres qu'il faut s'en prendre, ni aux maires (de gauche ou de droite) qui font ce qu'ils peuvent avec de moins en moins de moyens, mais bien à tous les profiteurs de la misère, ceux qui s'enrichissent sur notre dos et à l'Etat qui n'applique pas les lois de la République et a choisi le libéralisme contre le peuple. Une vraie politique nationale doit être mise en oeuvre.

Mobilisons-nous contre ces injustices qui ne servent qu'à monter les gens les uns contre les autres. C'est essentiel pour ne pas laisser les extrémistes récupérer des voix alors qu'ils ne sanctionnent jamais les vrais coupables.

Pétition

Une pétition a été lancée par des présidents de conseils de quartier à l'attention du préfet du Rhône. Ils dénoncent les moyens insuffisants mis à disposition par l'Etat pour résoudre ce problème récurrent.

Ils demandent au préfet de prendre des mesures pour prévenir l'installation des vendeurs clandestins, de poursuivre les enquêtes découlant des interpellations précédentes, de proposer aux populations les plus démunies un accompagnement social.